

Abaher El Sakka

Directeur du département de sociologie et d'anthropologie à
l'université de Birzeit - Palestine.

Sociologie des mouvements protestataires sociaux palestiniens

Issu d'une enquête sociologique auprès de militants palestiniens, cet article revient sur les mobilisations sociales et politiques de ces dernières années. La « rue » palestinienne n'est pas restée à l'écart du contexte des soulèvements arabes et certains de ses secteurs, notamment une partie de la jeunesse, ont trouvé là un encouragement à contester l'occupant israélien mais aussi les pouvoirs en place en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Cet article revient notamment sur les mobiles, les méthodes de mobilisations et le parcours des militants impliqués.

En Palestine, l'expansion récente des associations militantes s'impose comme un phénomène à analyser. Certes, la mobilisation sociale militante palestinienne contre le processus colonial est très ancienne. Bien avant la création d'Israël, les Palestiniens avaient affronté les colonisateurs britanniques, notamment en organisant une grève de six mois durant l'année 1936. Bien plus récemment, lors de la première intifada (1987-1993), l'axe central du soulèvement palestinien consistait en l'organisation d'une désobéissance civile considérée comme un acte citoyen. Pendant cette intifada, les comités volontaires, « *Alijan Altawenya* », promouvaient des « démarches citoyennes », comme le balayage des

rues ou l'aide aux agriculteurs, en s'appuyant sur un réseau caritatif, éducatif et religieux (dispensaires, crèches, écoles) et en opérant principalement dans les champs sociaux et politiques (organisation de grèves, appels aux manifestations). Les jeunes (*chababs*) justifiaient alors leurs démarches par la « conscience civique » et l'idéologie du *Sumûd* (ténacité), sorte de résistance passive caractérisée par diverses stratégies de survie.

Si donc les mobilisations citoyennes ne sont pas récentes, celles qui se déroulent actuellement apparaissent inédites tant dans les formes qu'elles prennent que parce qu'elles s'opposent autant aux pouvoirs palestiniens qu'à l'occupant israélien. L'arrière-plan des soulèvements arabes, la disqualification de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie et du Hamas dans la bande de Gaza, et l'emprise israélienne de plus en plus consacrée sur le terrain sont autant de catalyseurs de ces mobilisations.

La crise du mouvement national et l'affirmation d'une jeunesse contestataire

Le mouvement national palestinien se trouve actuellement à un moment crucial de son histoire. Depuis l'échec des accords d'Oslo, les réalités de territorialisation du projet national palestinien sont mises à mal, notamment du fait d'une colonisation qui est toujours plus accentuée. Le processus d'Oslo s'est terminé par un conflit ouvert et la Palestine actuelle est loin de correspondre à celle évoquée alors. Indépendance symbolique, nationalité symbolique, retour symbolique : l'État palestinien ne serait-il pas réduit à une forme inédite, celle d'un État-symbole, comme le critiquent plusieurs interlocuteurs¹ ? Qui plus est, l'Autorité palestinienne n'a pas réussi à répondre aux besoins de la population palestinienne et la corruption demeure encore active.

Tous ces éléments expliquent sans doute la crise profonde du projet national qui prend les formes suivantes : faiblesse de la participation électorale, absence de vision politique, immobilisme, montée du consumérisme, autoritarisme de l'Autorité palestinienne, division interne, perte de confiance dans les acteurs politiques. Rajoutons ici l'amertume liée à des expériences douloureuses où une bonne partie des ex-militants ont payé très lourd (prison,

torture, blessures, perte des membres de leurs familles, destruction de leurs maisons etc.), autant de meurtrissures que des responsables politiques ont finalement utilisées à des fins politiciennes.

L'image négative du pouvoir politique que tout cela engendre donne lieu à l'émergence de « nouveaux » militants indépendants. La plupart d'entre eux viennent en fait des partis politiques ou bien s'auto-désignent comme anciens sympathisants. Comme nous l'explique Aghsan² : *« C'est pour dire que nous ne dépendons pas des partis politiques. Notre volonté est de former un groupe politique indépendant, c'est notre nouvelle manière de pratiquer la politique, de mener la lutte, contrairement aux méthodes des autorités palestiniennes qui sont basées sur la négociation depuis 20 ans. Donc nous reprochons aux leaders politiques de tous les partis leur incapacité à mener la lutte. Nous sommes issus des partis politiques, nous sommes des ex-prisonniers... Notre objectif commun est de lutter dans deux directions contre la politique sociale et économique de l'Autorité palestinienne en même temps que de mener le combat contre la colonisation. Nous sommes là pour remplir un vide et jeter les bases d'un nouveau projet national. Nous sommes une plateforme de petits groupes formés par des initiatives et nous avons commencé à réfléchir sur la manière dont nous pouvons mener des actions »*. Cet extrait nous montre la montée du mécontentement social s'opérant sur le fond de colonisation intense, et d'une crise qui affecte la représentation politique palestinienne, voire le projet palestinien lui-même.

Ce nouveau mouvement contestataire palestinien a réellement débuté une fois le régime de Benali tombé en Tunisie. Il a pris le nom de « *mouvement de jeunesse indépendant* » et s'est focalisé sur les actions concertées en faveur de la réunification nationale, mais sans exclure d'autres mobiles sociaux et politiques. En effet, la société palestinienne est divisée depuis sept ans entre la bande de Gaza et la Cisjordanie, les deux forces politiques se disputant le contrôle des Territoires : le Fatah contrôle la Cisjordanie quand le Hamas a pris le contrôle de la bande de Gaza.

Les leaders de ces mouvements des jeunes sont issus de la classe moyenne et d'un milieu cosmopolite et « occidentalisé », à l'aise avec les moyens modernes de communications et capables de produire des slogans en arabe et en anglais. Ils se caractérisent surtout par l'étendue de leur réseau relationnel, par leurs compétences organisationnelles ainsi que par l'importance de leur autorité morale. Ce capital symbolique se renforce au travers des expériences communes d'actions collectives. Par l'accès à ces organisations, ces

jeunes à leur tour augmentent leur capital social et symbolique. Leur socialisation au sein de ces mouvements produit des systèmes de dispositions, un habitus profondément différencié (Bourdieu, 1994). Aussi essayent-ils de convertir leur capital social en légitimité sociale et en ressource politique.

Cette participation aux événements structure la vie sociale de toute une génération de jeunes. Dans « un esprit de corps » (*asabiyya*), leur participation au collectif qui permet aux individus de revendiquer leurs appartenances (Dubar, 1996) leur a permis de recouvrer une identité et une valorisation de soi. Elle a généré également une confiance dans la force du combat souvent mise à mal par les conditionnements coloniaux. Qui plus est, cette participation des jeunes militants à la résistance politique leur donne une représentation héroïque de leur expérience. Ainsi, la grève, le boycott des produits israéliens et la désobéissance civile ou encore les autres actions de lutte sont perçus comme des actions fondatrices et formatrices.

L'influence du modèle protestataire arabe

Comme nous l'indiquions, cette mobilisation a surtout commencé avec les soulèvements arabes au tout début de l'année 2011. Avant même la réussite de la révolte tunisienne, des étudiants palestiniens étaient descendus dans les rues, brandissant des slogans « Merci Tunis », ce qui ne manquait pas d'inquiéter les autorités politiques à Gaza et en Cisjordanie. Comme nous l'explique Fadi³ « *Une fois que le "printemps arabe" a commencé, ces révolutions nous ont envoyé une bouffée d'air et une impulsion pour le travail. Enfin, notre profondeur arabe s'est réveillée ! On a commencé à s'intéresser à nouer des contacts avec nos compatriotes arabes, mais nos objectifs étaient la résistance populaire, le boycott, l'élection du conseil national palestinien mais aussi de redonner force à la cause palestinienne pour qu'elle redevienne une cause des Arabes* ». De son côté Névine affirme⁴ : « *Moi, je n'ai jamais été militante. Quand les événements de la Tunisie ont commencé, ça m'a donné envie. Je suis devenue accro aux événements, j'ai suivi les infos heure par heure, et nous avons fabriqué des t-shirts ("nous sommes tous Tunisiens, nous sommes tous Égyptiens"). D'autres amis ont fabriqué des t-shirts sur lesquels on a écrit "merci Tunis, Merci Égypte". Il y a un slogan qui me tient particulièrement à cœur "Enfin, nous sommes fiers d'être Arabes"* ».

Pour Sabih⁵, « *la révolution du monde arabe a été l'étincelle de mon engagement dans le mouvement de la jeunesse. Du coup, j'ai senti une ressemblance*

avec mes frères arabes. J'ai personnellement une expérience car je suis née en Tunisie, où j'ai encore beaucoup d'attaches. Je suis alors descendue dans la rue avec beaucoup de fierté ». A.I⁶ : « J'ai commencé avec le printemps arabe pour soutenir la cause des peuples tunisien et égyptien ». Et Huria⁷ d'ajouter : « Avant les révolutions arabes, je n'avais pas de sentiment nationaliste arabe. Avec les événements, j'ai lu davantage sur l'Égypte et la Tunisie. On diffusait des tracts, on collait des affiches. C'était la première fois de ma vie que je me trouvais face-à-face avec des policiers palestiniens qui m'interdisaient d'aller me confronter aux soldats de la colonisation».

Tandis que la contestation arabe en était à peine à ses débuts, le mouvement s'est concentré essentiellement dans deux villes, Gaza et Ramallah, où beaucoup de Palestiniens ont spontanément manifesté leur soutien à la révolte tunisienne, provoquant rapidement des échauffourées avec les forces de l'ordre très liées au régime tunisien. Rappelons que la direction palestinienne avait un rapport particulier avec le pouvoir tunisien, l'OLP et sa direction étant restées quinze ans à Tunis. La proximité de l'Autorité avec le régime de Moubarak ne faisait pas de doute non plus. En tout cas, plusieurs interlocuteurs insistent sur les méthodes répressives des appareils sécuritaires palestiniens qui monopolisent la coercition violente, le nombre de leurs hommes étant même plus important que celui des participants dans les événements. Très vite, la police palestinienne a ainsi interdit les manifestations à Ramallah, comme pour faire respecter une ligne directrice déjà si souvent utilisée par Arafat qui ne souhaitait pas intervenir dans les affaires internes arabes. Comme nous l'explique Housam⁸ : « J'ai été convoqué par le service de sécurité palestinienne pour fermer mon blog et mon site internet. Ils m'ont menacé d'emprisonnement si je participais à la manifestation devant l'ambassade égyptienne à Ramallah. Nous sommes descendus dans la rue et il y avait des gens qui manifestaient en faveur de Moubarak (très probablement ces gens appartenaient au service de sécurité en civil ».

Le 15 mars 2011, journée des premières grandes manifestations, les deux partis au pouvoir (le Hamas et le Fatah) ont envoyé à Gaza et en Cisjordanie leurs organes sécuritaires, leurs militants, les fonctionnaires. Par cette intervention, ils espéraient récupérer le mouvement en essayant de le pénétrer en masse pour pousser le noyau des manifestants en dehors du cercle de la mobilisation et ainsi à diluer des slogans hostiles à leur pouvoir. Ils cherchaient notamment à écarter certains slogans comme celui du retour de l'OLP ou bien la demande de l'élection d'un nouveau conseil national palestinien.

Mais, en fin de compte, l'Autorité palestinienne a dû laisser les Palestiniens s'exprimer en Cisjordanie afin d'éviter des conséquences sur la rue palestinienne, tout en affichant officiellement une position neutre à l'égard de la révolution arabe. Plus que cela, l'Autorité palestinienne, comprenant qu'il s'agissait d'un mouvement important dans la société palestinienne, a décidé de récupérer le mouvement en donnant congé à certains personnels de la sécurité à sa disposition afin qu'ils descendent dans la rue en civil. Tous brandissaient des slogans réclamant la fin de la division palestinienne. Or les acteurs qui renforcent cette division étaient présents et ont cherché à faire avorter le mouvement par d'autres moyens comme nous explique AI : « *Pendant ce mouvement, les jeunes qui appartenaient au service de sécurité venaient harceler les jeunes filles, ou bien tabasser les activistes palestiniens, d'autres ont été arrêtés*⁹ ».

A Gaza où le Hamas s'est montré plus favorable aux révolutionnaires tunisiens tandis que vis-à-vis de l'Égypte l'organisation a gardé le silence jusqu'à la chute de Moubarak, le Hamas a également vite craint pour son pouvoir. Comme l'atteste AI « *à Gaza, le groupe de jeunes a été tabassé par les services de sécurité du parti politique Hamas, de manière plus répressive* ». Ici, comme en Cisjordanie, la pénétration de l'État sécuritaire et de ses réseaux dans la société (Foucault, 1973) se fait sentir désormais dans presque tous les secteurs d'activité.

La réoccupation de l'espace public

Dans la société palestinienne, le combat anticolonial a jeté les bases d'une culture de mobilisation sociale qui s'est organisée et qui a pris l'habitude de s'approprier l'espace public, notamment en descendant dans la rue et en y faisant signer des pétitions. La réoccupation quasi systématique par les mouvements contestataires palestiniens des places publiques constitue ainsi un véritable « répertoire d'action » (Tilly, 1986).

Si les Palestiniens, contrairement aux peuples arabes voisins, ont donc depuis longtemps investi les espaces publics sur les questions liées à l'occupation, la nouveauté réside dans le fait que c'est la première fois qu'une telle contestation aussi importante vise les pouvoirs palestiniens en Cisjordanie et à Gaza. Les personnes interviewées déclarent : « *dans le passé, on était en colère, en désaccord. Même si on souhaitait réagir, les conditions n'étaient pas réunies. Ce moment est venu de s'exprimer.* » Autrement dit, ils étaient engagés dans des

« discours cachés » (Scott, 2008) ou encore dans une logique de « pratique sans mouvement » pour prendre l'expression d'Asef Byat (Bayat, 2009). « *Nous nous sommes alors réappropriés les slogans des révoltes arabes* » déclare Mouhib : « *Descendez de vos maisons et demandez vos droits* », « *Hausse ta voix, ne laisse pas la liberté t'abandonner* ». Dans le cadre palestinien, les militants ont également souvent subverti le slogan fédérateur arabe « *Le peuple veut la chute du régime* » – en « *le peuple veut la fin de la division* » ; mais aussi d'autres slogans comme « *Quand le peuple décidera de vivre, la destinée obéira, alors les chaînes de l'esclavage seront rompues* »¹⁰, tout cela étant à double destination.

Le réinvestissement de l'espace public dans un double mouvement de défi à la fois contre les autorités coloniales mais aussi palestiniennes prend parfois une tournure très visible. Ce fut le cas le 15 mai 2011 où la démonstration fut particulièrement puissante et visible. Il s'agissait de vivre la commémoration de la nakba autrement. Le 15 mai constitue une date fondatrice dans l'histoire palestinienne. La création d'Israël en 1948, ce jour-là a sonné l'heure de la catastrophe (Al nakba), c'est-à-dire du départ forcé de centaines de milliers de Palestiniens. Cette date, comme la guerre des six jours en 1967, a joué un rôle fondamental dans l'institutionnalisation de l'identité palestinienne et donc dans la construction de la mémoire collective, plus particulièrement pour les Palestiniens de la diaspora. Aussi la mémoire collective palestinienne ne fait-elle pas exception. Comme souvent ailleurs, elle est composée par l'ensemble des éléments qui permettent la gestion du passé et son importation dans le présent (Halbwachs, 1950). Ici comme ailleurs, le travail de la mémoire part du passé et, dans un processus de manipulation, d'invention, d'oubli et de refoulement, façonne des images et des pratiques au service des intérêts d'un collectif (Nora, 1978). En Palestine, cette mémoire est particulièrement activée par la diffusion d'images collectives du passé et leur transformation en mémoire collective et donc en culture (EL Sakka, 2001).

Mais si la nakba est bien constitutive de la mémoire palestinienne, les militants reprochent à l'Autorité palestinienne de l'instrumentaliser dans deux directions, autrement dit vers deux publics. Le premier est celui de la communauté internationale à laquelle le pouvoir palestinien veut rappeler la nécessité de l'application du « droit international ». Le second est celui de l'électorat palestinien de plus en plus sceptique et auprès duquel l'Autorité palestinienne cherche par cette journée de commémoration à renforcer sa légitimité et à

recouvrer une « visibilité sociale » en organisant des manifestations encadrées. Ainsi, le 15 mai 2011, un festival avait été organisé par ses soins sur la place Al Manara à Ramallah.

Or ce jour-là, plutôt que d'assister à cet événement de légitimation interne, les groupes contestataires ont invité les Palestiniens à descendre vers les barrages militaires de Kalandia (à coté de Ramallah) et vers la colonie israélienne de Betil. Par là-même, il s'agissait d'envoyer un message à l'Autorité palestinienne : « *que notre mode d'action n'est pas de célébrer la commémoration de la nakba selon le souhait de l'Autorité palestinienne, c'est-à-dire sans la confrontation avec l'armée israélienne*¹¹ ». « *Notre message était clair : nous nous mobilisons contre l'armée de l'occupation et c'est nous qui décidons de nos modes d'action*¹² ». Plus que cela, les activistes palestiniens ont demandé aux Palestiniens de la diaspora de descendre ce jour-là vers les frontières israélo-arabes, c'est-à-dire jordanienne, libanaise, syrienne et égyptienne. Mais deux fronts seulement ont été ouverts : le Liban et dans une moindre mesure la Syrie. En Égypte, la révolution n'a pas permis aux militants égyptiens de soutenir le mouvement palestinien tandis que la Jordanie a réprimé les milliers de personnes qui étaient massés à sa frontière.

Ce qui a été quand même perçu comme une réussite a donné une force considérable au mouvement contestataire et a permis aux Palestiniens de s'affranchir de leur peur, en dépit de la mort de certains, due aux tirs d'Israël à la frontière du Liban et de la Syrie. Ils ont en effet marché à pied au-delà d'une frontière qu'Israël disait minée, et ainsi découvert qu'elle ne l'était pas.

Les militants de ces groupes considèrent aussi qu'il s'agit d'une première victoire car ils ont pu rassembler les différentes composantes du peuple Palestinien, de l'intérieur et de l'extérieur. Il est à noter aussi que, ce même jour, un nombre important de réfugiés palestiniens a pu pénétrer à Jaffa et Haïfa (Yafa), pour visiter la maison de leurs pères et de leurs grands-pères, ce qui n'est pas anodin quand il s'agit de maintenir une continuité et une proximité des exilés avec leur territoire perdu.

Beaucoup parmi les personnes que j'ai interviewées¹³ insistent sur le fait que ces actions ont rendu caduque la logique sécuritaire de la logique coloniale parce que, pendant soixante ans, ces frontières étaient considérées comme des zones militaires impénétrables car transformées en champs de mines. Pour eux, l'appareil militaire

israélien n'a pas pu empêcher les jeunes palestiniens de réaliser leur retour au moins symbolique vers leur terre.

Ces mobilisations étaient dictées aussi par le souhait de défier une Autorité assez décrédibilisée, y compris donc sur le plan de sa résistance à Israël. En demandant aux Palestiniens de la diaspora de s'impliquer, il est clair que l'un des objectifs de ces mobilisations était en effet d'afficher le désaccord des militants avec la position de l'Autorité palestinienne sur le droit au retour. Cette idée du retour pour les réfugiés palestiniens sur la base de la résolution 194 de l'ONU demeure au cœur de la cause palestinienne. Or, en se focalisant surtout sur le futur territoire et ses habitants, l'Autorité est accusée par nombre de jeunes militants d'avoir marginalisé les Palestiniens de la diaspora, qui sont plus de quatre millions de personnes et dont une majeure partie bénéficie encore du statut de réfugié. Pour un nombre important de mes interlocuteurs¹⁴ ce retour est garanti par le droit international et il n'est donc pas négociable.

Après la réussite de ces événements, le mouvement contestataire palestinien a suscité une grande solidarité populaire autour de lui, avec le soutien d'artistes et d'hommes politiques. Il a ensuite continué à se mobiliser dans tous les domaines : il a ainsi organisé une manifestation contre le licenciement d'un fonctionnaire de banque, pour le boycott des produits israéliens, contre les institutions qui travaillent à la normalisation des relations avec Israël, etc. Ces activistes empruntent également des formes d'action collective héritées des nouveaux mouvements sociaux comme nous explique Fadi : « Avec des groupes de militants palestiniens et internationaux, nous sommes montés dans des bus destinés seulement aux colons de la Cisjordanie avec des banderoles "fin de l'état colonial", "fin du racisme" (...) Notre modèle, c'est la lutte des noirs américains contre la discrimination raciale mais aussi le combat des noirs d'Afrique du Sud ».

Mesurant la force de ce mouvement, l'Autorité palestinienne a créé un mouvement dépendant d'elle comme le groupe « *Yalla Ninhi Elihtilal* » : « pour en finir avec l'occupation israélienne ». Toutefois à l'heure actuelle, ces mouvements ne sont pas arrivés à devenir encore un acteur majeur sur la scène politique palestinienne bien qu'ils continuent à agir comme ce fut le cas le 21 mars 2013 où ils organisèrent une manifestation importante contre la venue de Barack Obama.

Défendre les villages, en créer de nouveaux

Sans pouvoir être réduits à des mobilisations de la jeunesse, car la gamme des personnes engagées est large, certains courants non-violents, très actifs dans la résistance contre le fait accompli israélien, méritent d'être également évoqués ici. Leur engagement porte en particulier sur la défense des villages menacés.

Ces défenseurs de villages prônent des méthodes de résistance « non-violentes » et des actions directes pour affronter et défier les forces d'occupation israéliennes. Un de ces fondateurs, Abu Rahma¹⁵ nous indique leurs ambitions : « *élargir la participation à la résistance populaire, rendre la vie du colon Israélien difficile, élargir le boycott à l'égard de l'état colonial etc.* ». Il milite pour son propre village : « *notre village est le plus petit de la région de Ramallah. L'armée a confisqué 58 % de la terre du village. Beaucoup de nos activistes ont été envoyés en prison et nous avons perdu des martyrs* ». Ainsi que nous l'explique Abu Rahma, les militants ont des parcours de longue date dans la résistance. Lui-même dit avoir été actif durant la première intifada et son nouvel engagement date de la décision israélienne de construire le mur. Particulièrement exposés à la construction de cet ouvrage et à l'emprise coloniale, les villages de Bil'in, Na'ilin, Nabi Saleh situés à proximité de Ramallah sont de grands lieux de résistance « populaire » palestinienne et sont même devenus des symboles internationaux de résistance non armée à l'occupation israélienne. Ils sont le lieu d'un riche « répertoire d'action collective ». En plus des conférences et des festivals, les militants y organisent des manifestations tous les vendredis. Comme Abu Rahma nous l'explique : « *Nous avons laissé notre esprit à l'imagination. Nos modes d'action créatifs et pacifiques ont attiré l'attention des militants du monde entier* ». Et celui-ci de nous livrer un exemple d'action : « *L'armée israélienne a marqué une partie des arbres du village afin de les arracher le lendemain. Nous nous sommes réunis à 55 personnes au petit matin après avoir contacté la presse internationale. Munies de cordes et de cadenas, les 55 personnes se sont fermement attachées à chaque arbre destiné à la destruction. Ainsi l'opération des Israéliens n'a pas pu se réaliser. Cet acte de résistance a eu beaucoup de succès à l'échelle planétaire, nous avons été nommés « les Gandhi palestiniens » (...) « Puis nous avons décidé de rentrer tous ensemble, de manière étroite, dans un container en fer. Nos têtes dépassaient et nos mains étaient jointes par des chaînes. Nous nous sommes déguisés aussi en Na'vis, des personnages du film Avatar¹⁶. Une autre fois, nous avons construit une grande*

prison, puis nous l'avons placée dans l'axe des bulldozers israéliens. Les prisonniers, c'est-à-dire "nous", nous nous sommes installés comme le Christ sur sa croix. Étaient présents avec nous dans la prison, des animaux et des plantes. Symboliquement, nous représentons la vie entière des Palestiniens enfermée entre quatre murs ». « Une autre fois le grand pianiste Jacob Elfer est venu jouer devant les soldats en action. De même, une chorale religieuse suédoise est venu jouer devant les colons israéliens ».

Plus significatifs encore, ces militants ont décidé avec d'autres groupes d'activistes palestiniens d'inventer un nouveau type d'action, c'est-à-dire de créer de nouveaux villages palestiniens sur des terres palestiniennes menacées de confiscation. Ces actions ont commencé dans la zone E1¹⁷, qu'ils ont baptisée Bab al-Shams, (la Porte du soleil). Les activistes, au nombre de 150 ont planté des tentes après avoir pris soin de mobiliser la presse internationale. Durant l'installation du campement, des avocats palestiniens déposaient des demandes auprès de la haute cour israélienne pour geler le « décret de confiscation ». « La vie » du village n'a duré que trois jours, et ce durant un épisode neigeux. L'armée israélienne avait pris soin de bloquer toutes les routes qui conduisent au village pour priver les militants des moyens de vivre et des renforts humains. Cet événement marque un tournant dans le mouvement « populaire » palestinien car tous les responsables politiques ont appuyé leur démarche. D'autres initiatives ont suivi comme nous l'explique Maher¹⁸ : « nous avons construit un nouveau village, il s'appelle « burqin » ; nous y avons célébré un mariage entre deux militants; mais quand l'armée a débarqué le village n'a pas pu résister plus de quatre heures. La semaine d'après, nous avons construit un nouveau village qui s'appelle « Ahfad Yunis », qui veut dire les petits enfants de Yunis (le héros du roman Babshams – ou Bab al-Shams).

Ces initiatives pacifiques sont très mobilisatrices à l'extérieur puisqu'elles reçoivent le soutien d'internationaux, y compris des consuls étrangers et des représentants d'États européens dans les territoires. Ces types d'action constituent un moyen de garder présente à l'esprit la patrie historique, les villages créés prenant souvent le nom de villages rasés. Quand la géographie recule, il reste le recours à l'histoire. C'est une façon de préserver, dans l'éventualité d'un accord de paix avec Israël, le principe du droit et d'entretenir l'identité.

Conclusion

Toutes ces mobilisations en Palestine empruntent donc au registre de la non-violence qui rompt avec les méthodes pratiquées au cours de la seconde intifada. Elles ne constituent pas pour autant une rupture avec le passé plus lointain car elles réhabilitent en les enrichissant, celles que la première intifada avait déjà développées ; nous pourrions même faire référence à d'autres mobilisations antérieures à ce soulèvement de 1987 à 1993.

La véritable rupture est ailleurs. En effet, si bien sûr cet activisme actuel est opposé au fait colonial comme toujours, il s'oppose aussi aux pouvoirs en place en Palestine. Le désaccord porte sur les questions politiques internes (corruption, politique sociale, autoritarisme) mais également sur la manière qu'ont les deux pouvoirs à Gaza et en Cisjordanie de mener le combat national. Le contexte de révoltes dans le monde arabe a constitué pour partie un catalyseur de ces mobilisations, en tout cas pour ce qui est du mouvement de la jeunesse. Pour l'heure, ce mouvement reste faible : les tentatives de domestication de ce mouvement par les autorités en place, sa nature parfois élitiste, l'absence de soutien réel des partis politiques d'opposition rendent pour l'heure difficile l'élargissement de ce mouvement. Mais il s'agit bien d'une braise active dans la société palestinienne. ■

Bibliographie

Balandier Gorge 1951, « La situation coloniale : approche théorique », Cahiers internationaux de sociologie, volume 11, pp. 44-74.

Bayat Asef 2009, *Life as Politics: How Ordinary People Change the Middle East*, Stanford University Press, Stanford.

Bourdieu Pierre 1994, *Raisons pratiques, Sur la théorie de l'action*. Paris, Éd. du Seuil.

Dubar Claude 1996, *La socialisation Construction des identités sociales et professionnelles* Paris, A. Colin.

El Sakka Abaher 2001, « La mémoire collective palestinienne, formation d'une identité plurielle fondée sur la mémoire d'événements fondateurs » dans C. Suaud, P. Guibert et G. Moreau (dir), *Le temps, Actes de colloque*. Nantes, MSH Ange Guépin/Cens, p. 45-57.

Fanon Frantz 1968, *Les damnés de la terre*, Paris, Gallimard.

Fillieule Olivier 2001, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel »,

Foucault Michel 1973, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard.

Halbwachs Maurice 1950, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel.

Ibn Khaldun 1978, *Discours sur l'histoire universelle (Al-Muqaddima)*,

Sindbad. Version Française.

Memmi Albert 1957, Portrait du colonisé précédé du Portrait du colonisateur, préface de Jean-Paul Sartre, Paris, Éditions Corrèa.

Scott James [1992] 2008, La domination et les arts de la résistance, Fragments du discours subalterne, Paris, Éditions Amsterdam.

Touraine Alain 1982, Mouvements sociaux d'aujourd'hui, Paris, Les Éditions ouvrières.

Wieviorka Michel 2000, « Sociologie postclassique ou déclin de la sociologie ? » » In Cahiers internationaux de sociologie, Les Presses universitaires de France vol. 108, janvier-juin pp. 5-35.

Sites et blogs

<https://www.facebook.com/groups/103054189780933>

Alhirak Alshababi, la mobilisation juvénile.

<https://www.facebook.com/Herak.Shababi?fref=ts>

(Herak Shababi Mustakel) la mobilisation juvénile indépendant

<https://www.facebook.com/groups/yalaninhii7tilal/?fref=ts> Yalla Ninihi Alihtilal (allez nous mettons fin à l'occupation)

Notes

1. Entretiens réalisés en Cisjordanie et dans la bande Gaza en 2012-2013.
2. Aghsan Al Abrhoity, 30 ans, diplômée de l'université de Birzeit et fondatrice du mouvement de jeunesse indépendant.
3. Étudiant master 2 études des droits de l'homme, 23 ans. Originaire d'Al-Bireh, issu de la classe moyenne et éduquée.
4. 21 ans, de Naplouse.
5. Étudiante en journalisme à l'université d'Al Qods.
6. Diplômée de l'université de Birzeit, licenciée de journalisme, master degree de Londres, originaire de Jérusalem, issue de la classe moyenne, militante de longue date.
7. Un membre fondateur du mouvement de la jeunesse de Ramallah, ex-membre du Fatah et ancien prisonnier.
8. Militant pour les droits de l'homme. Appartient à un courant de la gauche palestinienne.
9. Un des fondateurs du mouvement de la jeunesse, Jénine.
10. Un des fondateurs des mouvements de la jeunesse, Bethléhem.
11. A. S, Un des fondateurs de mouvement juvénile, 23 ans, camps de réfugiés de Kalandia.
12. Rencontre avec des jeunes militants des différents mouvements.
13. Nabil Al Jamari, professeur, camp de réfugiés al Almari, (Ramallah) 27 ans, proche de la gauche, rencontre en 2013. Nous avons remarqué une radicalisation des points de vue en comparant avec d'autres sujets. Rencontre avec Abdella Shafi, Wafa Saymeh, Mohamoud Ziendine, Said Namer.
14. Rencontre avec des jeunes militants des différents mouvements.
15. Abu Rahma, couronné du titre de défenseur des droits de l'homme, Master dégréé de l'université de Birzeit, originaire de Bel'in.
16. Le film américain Avatar de science-fiction 2009.
17. 13 kilomètres carré de terrain non construit entre Jérusalem-Est et la colonie juive israélienne hautement stratégique de Maale Adumim, en Cisjordanie afin de boucler l'encerclement de Jérusalem-Est, l'isolant ainsi de la Cisjordanie.
18. Vendeur, 25 ans, ancien prisonnier, Jérusalem.